

# Gilets jaunes, urbanistes, géographes et sornettes

Posté le : 5 janvier 2019 17:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Analyse sectorielle

La géographie économique et l'urbanisme en France sont depuis très longtemps une terre de mission pour l'esprit un peu rationnel qui connaît un doigt d'économie et un soupçon de démographie.

Le phénomène totalement imprévu des Gilets Jaunes a déchaîné un prurit d'analyses plus ou moins sérieuses de la part de géographes, de sociologues et d'urbanistes, qui tentent de se faire un nom, en profitant de la faim des medias pour n'importe quel « décryptage » pourvu qu'il nourrisse les tranches horaires.

Comme ils ont besoin de montrer un minimum de connaissances, ces déchiffreurs autoproclamés abusent de références derrière lesquelles ils croient pouvoir cacher la fragilité de leurs analyses. Deux d'entre elles reviennent constamment : JF Gravier et son « Paris et le désert Français » et Henri Lefèvre et son « Droit à la ville ». Ces deux livres sont le plus souvent cités pour leur titre, car personne ne les a vraiment lus. Il faut dire que dès qu'on décortique le contenu, c'est rapidement la consternation. Surtout celui de Gravier, qui a été considéré comme un véritable jalon, comme un phare, comme une péninsule de la pensée, alors qu'il mérite de filer directement à la corbeille, là où aurait dû rester.

Cela mérite une petite explication de texte notamment pour ceux qui sont confrontés inlassablement à des citations tronquées de ces ouvrages sans savoir de quoi il s'agit et surtout pour comprendre pourquoi ils sont impropres à analyser l'affaire des gilets jaunes.

Le livre de Gravier a été écrit pour l'essentiel pendant la guerre et terminé à la Libération pour une parution en 1947. Sa thèse principale : seule Paris a résisté un tant soit peu économiquement et il l'a fait au détriment de la Province. Il faut donc châtier Paris et rééquilibrer la politique au profit de cette dernière. Tout le livre est marqué par l'animisme et le complotisme (qu'on peut encore reprocher aujourd'hui à beaucoup d'écrits sociologiques ou sociopolitiques). Le mouvement des choses a une intention cachée qui est le fait de classes qu'on dénonce et parce qu'elles sont déplorables. On trouve le livre des perles rares pour qui voudrait illustrer le racisme social ou le racisme tout court. La Côte d'Azur qui se développe à tout va est un nid d'entrepreneurs nordistes parasites qui sont là pour glander. Il ne faut pas faire venir de travailleurs arabes parce qu'ils sont voleurs et fainéants : contentons-nous des blonds nordiques, esthétiques et travailleurs. La grande ville est une infection. La campagne est plus saine, alors pourquoi concentrer la population dans les villes ? On se le demande un peu ! Les habitants des villes sont stériles (au sens propre). Les bourgeois (au sens littéral) sont des salauds (au sens sartrien du terme). Au total, un mélange consternant de pétainisme, de peur du monde moderne, d'esprit réactionnaire et socialiste, baigne le livre de Gravier, lourd comme un pavé en béton. Une horreur ! Ou une fantaisie risible, comme on voudra. Du coup le « géographe descripteur statique » devait se trouver un rôle actif, doctrine de la géographie active qui sera adorée par les socialistes et les communistes et notamment Pierre George, reprenant la critique anti bourgeoise du livre et cette idée que la répartition des hommes et des moyens de production sur le territoire était une responsabilité d'état.

Tout ce fatras émotionnel et idéologique trouvera son acmé lors de la prise de pouvoir par

l'Enarchie Compassionnelle, à la fin des années 60 et au début des années 70. Il fallait créer des villes nouvelles, décentraliser les usines, faire de l'aménagement du territoire. Vive la Datar ! Le livre futile de Gravier devient une sorte de bible, toujours citée et jamais lue, dont les condamnations permettaient de faire taire les opposants à la prise de pouvoir des hauts fonctionnaires sur l'urbanisme. C'est la période où les hauts fonctionnaires ont prétendu qu'ils devaient tout gérer : la télévision et la radio, les arts, le cinéma, la culture en général, la santé, le tourisme, la construction et l'urbanisme, l'entreprise et la micro économie. En un mot, le Club Jean Moulin, qui aurait pu s'appeler le club des joyeux pétainistes, car presque tout a commencé avec la création de la direction du Trésor en juillet 1940, à peine deux mois après l'effondrement militaire radical, immédiat et surprise.

Votre serviteur commit donc à cette période un article que le Monde publia après l'avoir sérieusement remanié, pour s'opposer à cette nouvelle idée dominante, article accepté sans doute faute de meilleure plume, tant l'unanimité régnait dans les hautes sphères sur la bonté d'un étatsisme militant en matière de géographie.

Il est clair qu'après la défaite de 1870 et la ponction de 1400 tonnes d'or par le vainqueur, la grande dépression qui a suivi, et qui a duré près de 25 ans, la guerre de 14-18, les difficultés de l'entre deux guerres et les quatre ans d'occupation, la France n'était pas dans un état rutilant. Sa population avait baissé. Trois classes d'âge avaient été stérilisées comme KG en Allemagne. Son agriculture était en loques. Ses usines avaient été détruites ou vidées de leurs machines. Le parc immobilier était ancien et mal entretenu. Son épargne avait disparu. La disparition trop rapide du rationnement avait conduit à de grandes difficultés de ravitaillement. Seul Paris paraissait avoir conservé tous ses atouts.

Dans le même temps, la France qui était encore un pays majoritairement agricole avait connu une mutation rapide qui promettait de s'accélérer encore. Le dépeuplement des campagnes avait déjà commencé. Un monde basculait. Ce qui ne va pas sans nostalgie ni sans récriminations. Le livre de Gravier offrait un bouc émissaire : Paris. Les provinciaux ont adorés. La haute fonction publique, qui régnait de Paris, aussi : cherchez l'erreur ! Ce genre de dénonciations rageuses où l'on mélange tout n'a en fait aucun caractère explicatif. C'est du défoulement pur. Un constat-dénonciation sans réelle explication où le poids idéologique et émotionnel est beaucoup trop fort. Il a été récupéré par la classe montante des hauts fonctionnaires.

Evidemment quand on dit n'importe quoi, rien ne se passe comme prévu. Paris s'est considérablement développé, mais pas au détriment des « régions » (la production parisienne par tête est supérieure à celle de régions et la redistribution se fait dans le sens Paris vers province et non l'inverse). Les grandes villes ont prospéré. Les mêmes causes ayant les mêmes conséquences, on s'est mis à chanter qu'il « ne fallait pas refaire Paris en province ». On s'est alors mis à critiquer Lyon, Marseille, Lille, Nantes, Toulouse, qui « volaient » la prospérité environnante. « Que fait la Datar » !

Les villes nouvelles créées et dirigées par la haute administration ont toutes été des échecs coûteux et lamentables. On a vidé Paris de ses usines et de ses activités polluantes. Elles sont parties péricliter (à 95%) dans des villes de province improbables où elles n'ont pas retrouvé leur éco-système.

Tout cela pour finir par constater que la Datar n'a jamais servi qu'à permettre à des petits maîtres de reprendre des entreprises à leur nom, sans jamais réussir à influencer sur le cours des choses.

Le mouvement des Gilets Jaunes fait apparaître soudain un grouillement d'habitants de province paupérisés et privés d'équipements publics. Et du coup la machine à sornettes s'est remise en branle qui charrie à gros glaçons des élucubrations qui toutes, vont dans le sens de la dénonciation et

aucune dans celui de l'explication.

Un certain Lecler chante dans le Monde, sans correctif cette fois-ci, que « les difficultés sont pour une grande part les conséquences de la politique d'urbanisme mise en œuvre depuis cinquante ans ». Allez hop ! Allons-y dans la dénonciation et le procès d'intention. Mais surtout ne cherchons que de nouveaux boucs émissaires. Le « géographe actif » et « l'urbaniste éructant » s'imposent dans les médias.

L'ennemi, c'est le centre commercial et la voiture. Ah les salauds ! Mais pourquoi les gens vont-ils dans les centres commerciaux et aiment-ils leur voiture ? « Ce n'est pas de leur faute. On les a obligés ». Pauvres victimes menées par le bout du nez par le syndicat des constructeurs automobile et celui du commerce de gros ! Tout le monde se souvient des campagnes des années 70 contre la grande distribution. Le développement des hypermarchés a été comprimé par tous les moyens possibles, ouvrant la porte à la corruption. Il a fini par triompher. Des raisons légitimes ? Pour nos décrypteur : non aucune. Uniquement ces crétins qui nous dirigent qui ont tout fait pour faciliter les choses. Vilains comploteurs, va !

Quant à la voiture, on lui a fait un pont d'or en stérilisant des investissements qui auraient été préférables dans la SNCF et le vélo. C'est sûr, les congés payés à vélo c'était bien mieux. Mais pourquoi les Français ont-ils préféré la voiture ? Et la SNCF ne s'est-elle pas tuer toute seule par des sureffectifs délirants et un statut délétère, alors que le TGV, exigé par la SNCF allait à contrecourant de la hausse du pétrole et supposait l'abandon des lignes les plus utilisées et les moins utilisées ? Si la SNCF n'avait pas investi, pourquoi aurait-elle des pertes aussi massives ? Près de 100 milliards d'investissements dans le TGV qui doit avoir une recette comptée de moins de 8 milliards, et un bénéfice net, sans compter l'amortissement des voies, de moins d'un milliard. Avec au final une dette insupportable. Sans compter toutes les activités qui ont été interdites ou bridées par éviter de faire concurrence au chemin fer (interdiction faite à Panhard de construire des camions ; restriction massive au transport en autocar...). Quant on ne veut pas regarder, on ne voit rien

On peut critiquer les lotissements de maisons individuelles. Ce sont en effet des erreurs et des horreurs. Mais ce n'est pas l'Etat qui les a favorisés. Les Français aiment avoir une maison Sam Suffit et une bagnole. Les maires ont fait des lotissements de maisons Sam Suffit. Ce que montre le mouvement des Gilets Jaunes est qu'ils y tiennent. « Touche pas à mes voitures, mon permis et ma chaudière ». Tous les promoteurs savent que c'est très difficile de leur dire : vient donc dans mes petits appartements en centre ville. On ne peut pas, en même temps, critiquer les banlieues sinistres, avec leurs grands ensembles et les lotissements et centres commerciaux qui ont défiguré les villes de province pour nourrir les lotissements. Bien sûr ce modèle d'habitat est à revoir. Mais il faut acter qu'il est extrêmement populaire.

Quand on a épuisé le gravier, on en vient toujours à Henri Lefèvre et son « Droit à la ville ». C'était un communiste qui croit à l'urbanisme marxiste et qui critique les conséquences sociales des formes nouvelles de l'urbanisation. Le plus drôle : c'est en fait l'anti-Gravier par excellence. Citer les deux auteurs en même temps est la marque de la confusion générale des esprits. On veut critiquer. On va chercher des critiques. On ne cherche même pas à savoir si elles ne s'annulent pas. Ce que dit Lefèvre est du gros rouge sans nuance. Là encore on retrouve de la dénonciation sans preuve. La bourgeoisie (beurk) a renvoyé en banlieue les classes laborieuses pour les paupériser, les cantonner et les humilier. On critique les grands ensembles, sans âmes, nécessairement sans âmes. Mais on reprochera à Aillaud, concepteur de Grigny, d'avoir mis des éléments de décoration dans la ville : cela humiliait encore plus les pauvres d'être mis dans du beau ! Mai 1968 s'extasiera sur ce genre d'analyses imbéciles. Si on soigne l'habitat des pauvres, c'est pour éviter la révolution. Cette grossière manœuvre anti-révolutionnaire doit être dénoncée. Jamais on aura plus investi en banlieue que dans les quarante dernières années. Ce que n'a pas vu Lefèvre, c'est que les Français de souche sont chassés de la banlieue par l'immigration de masse. Guilluy prendra le relais, montrant que les

Français, notamment dans les classes populaires, ne veulent pas se mélanger avec les immigrés africains. Là encore, on considère que les évolutions sont liées à des intentions voire des complots alors qu'elles sont le fruit de millions de décisions individuelles et de préférences.

Appuyé sur Gravier et Lefèvre, il est facile de déceler dans le rond-point la rédemption des pauvres, abrutis par la télévision et la visite hebdomadaire au centre commercial, alors que les centres villes s'étiolent. Alors qu'il s'agit de l'investissement le plus stérile qui soit et qui marque le triomphe des ex DDE aujourd'hui disparues mais remplacées à l'identique sous d'autres vocables. 40% des ronds points construits dans le monde le sont en France !

Quant à Internet et Amazon, n'ont-ils pas de conséquence sur les boutiques et la distribution en centre ville ?

Mais si. Ils réapparaissent dès qu'on cherche une solution. Il faut les taxer ainsi que les parkings des supermarchés. Cela donnera les fonds pour subventionner des activités de centre ville. Et il faut subventionner en masse les transports actifs (comprenez : le vélo) entre territoires, et améliorer les transports en commun (généralement vides et impossibles à amortir dans bien des régions : voir le cas de Dieppe).

En gros, on empêche et on interdit, on taxe et on subventionne. Fantastique nouveauté du programme ! Avec des Français qui se moquent royalement de ce qu'on leur recommande et qui veulent faire ce qu'ils aiment.

Mais puisqu'on vous dit qu'ils doivent jouir pleinement du « droit à la ville » quand ils ne pensent qu'à jouir de leur bagnole et de leur vie douillette dans leur maison Sam Suffit en profitant des suppressions d'impôts (ils n'en paient presque plus) et des subventions et allocations diverses. Certaines petites villes de province n'ont pas hésité à créer des villages de femmes seules subventionnées pour maintenir leur école. Ces femmes ne travaillent pas ou peu. Elles ont d'innombrables « droits à ». Les bourgs en question, situés généralement en bord de mer, voient leur pharmacie, leur cabinet médical et leur entreprise d'ambulances prospérer. Un coup de frein sur les allocations et les subventions et tout s'effondre.

Dans la floraison d'articles du type de celui du Monde (littéralement des dizaines, sans compter les délires sur les télévisions et les radios) tous nos nouveaux Diafoirus omettent sept éléments de réflexion cruciaux :

- Le vieillissement de la population et la diminution du nombre de femmes en possibilité de procréer et ayant envie de le faire dans les régions, donc une dénatalité croissante. Il manque 150.000 français de souche chaque année, à 80% en province.
- Le sous-emploi français : c'est entre 5 et 10 millions d'emplois qui manquent en France comme nous l'avons souligné si souvent sur ce blog. Ils manquent dans les régions aussi et surtout.
- L'importance des transferts qui permettent de maintenir des situations irrationnelles et anti économiques et notamment paient nombre de Gilets Jaunes.
- La question de la productivité : si on veut accroître le niveau de vie, il faut de la rentabilité. La subventionnée à des activités et des situations sans productivité est une impasse.
- La diminution depuis 2008 du PIB par tête. 10 ans de régression n'aurait donc créé aucune difficulté ?
- Le poids des impôts et de la technostructure, délirant en France du fait du triomphe de l'Enarchie. Pensons au Frac ou aux ARS ou mille autres équivalents un peu partout, qui suivent leur propre chemin sans se préoccuper de rien ni personne. Voir la folie des remboursements de

transports vers des hôpitaux gigantesques et éloignés de la population !

- L'importance des choix individuels. Les Français ont choisi en 2018 de renoncer aux berlines basses, 4 à 5 litres de diesel au cent km, pour des berlines hautes façon 4x4, qui consomment le double. Et cela en dépit du surcoût de la voiture et des taxes écologiques. Ils préfèrent les villas aux appartements. Ils préfèrent même aller à la retraite au Portugal, plutôt que de subir le racket fiscal français...

Nous prétendons que ces sept facteurs sont plus importants que les mânes de Gravier ou Lefebvre. En s'attaquant à ces sept thèmes, on résoudra la question des Gilets Jaunes.

Géographes et urbanistes militants ou approximatifs s'abstenir.

Merci !